me Année. — No 160. PARAIT TOUS LES SAMEDIS Genève, 17 Février 1906.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE et ITALIE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— ; Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (SUISSE)

UNION POSTALE UNIVERSELLE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 5.— ; Six mois, Fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Association Internationale Antimilitariste

On nous communique l'appel suivant sur lequel nous attirons l'attention de nos camarades de tous les pays:

Camarades,

Le Groupe antimilitariste de Genèvre d'accord avec le Secrétariat de l'Association Internationale Antimilitariste vous fait savoir que dans le courant du mois de Juin se tiendra dans cette ville un *Congrès International Antimilitariste*.

Pour fortifier toujours plus le sentiment de solidarité internationale parmi les travailleurs et considérant le rôle néfaste pour ces derniers des armées et des guerres, nous avons pensé qu'un Congrès International Antimilitariste ne pourrait qu'être utile à notre propagande.

Dans cette pensée nous prions les groupes de tous les pays de nous venir en aide pour assurer la réussite de ce congrès, soit en faisant une active propagande dans les journaux de leur région, soit en nous envoyant des fonds pour mener à bien l'oeuvre commencée.

Voici quelques-unes des propositions que les camarades de Genève aimeraient voir à l'ordre du jour de ce congrès :

1. Rôle de l'Association Internationale Antimilitariste (rapport du Comité Central.)

2. *a*) Ce que nous devons faire pour empêcher la guerre.

b) Ce que nous devons faire si une guerre éclate.

c) Que doivent faire les antimilitaristes si au cours d'une guerre les travailleurs d'un pays refusent de porter les armes alors que ceux du pays adverse envahissent le leur à main armée.

d) Attitude des travailleurs des pays neutres en cas de guerre.

3. L'Antimilitarisme, les grèves partielles et la grève générale expropriatrice en vue d'une société communiste.

Nous aimerions que les groupes des divers pays nous envoient au plus vite les propositions qu'ils jugent utiles de mettre à l'ordre du jour. Nous enverrons alors une seconde circulaire à tous les Groupes dans laquelle nous annoncerons l'ordre du jour définitif et la date choisie.

Groupe Antimilitariste de Genève.
F. Domela Nieuwenhuis,
Secrétaire général de l'Association Internationale Antimilitariste,
Leidsche Kade, 89, Amsterdam.

N.B. Envoyer correspondance et fonds au camarade *E. Herzig, rue Dassier*, 18, *Genève*.

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE EN SUISSE

Lorsqu'en 1903, M. Greulich publia sa fameuse brochure *Où voulons-nous aller ?* contre les grèves, il n'y en avait qu'une cinquantaine environ par année, tandis qu'en 1905, elles ont atteint le chiffre de 353 ; presque une grève par jour, gémissent les journaux bourgeois. Décidément, le Conseil fédéral a mal dépensé l'argent qui a servi à publier le « sérieux avertissement » de M. Greulich.

Cette année, de nombreux mouvements pour la réduction des heures de travail et l'augmentation des tarifs s'annoncent un peu partout. Nous pouvons déjà citer Berne, Zurich, Saint-Gall, Aarau, Soleure, Lucerne, Wädenswil, Genève, Lausanne, Vevey, etc. Dans le bâtiment, le mouvement est presqne général, et il l'eût été certainement sans l'opposition acharnée des députés socialistes.

Plusieurs constatations s'imposent.

Le parti socialiste suisse a déconseillé les grèves au moment même où les masses ouvrières, lasses d'attendre, allaient forcément y avoir recours. Il a découragé et divisé les travailleurs, semé le doute, la méfiance, la peur au milieu d'eux. Cela d'accord avec les autorités fédérales, qui ont fourni l'argent pour cette campagne réactionnaire.

L'année dernière, la proposition ayant été faite, par quelques camarades italiens, d'un mouvement général dans le bâtiment en Suisse, les mêmes opposants se sont trouvés à pour condamner l'initiative de nos amis. De nombreuses grèves ont éclaté malgré leurs conseils, un lock-out général a même failli en résulter, et cette année, le mouvement reprend de plus belle.

La lutte pour les huit heures, proposée par nos camarades de Zurich et de la Chaux-de-Fonds d'abord et par ceux de toute la Suisse ensuite, devait aussi soulever les protestations unanimes de nos socialistes, qui, joints à tous les esprits timorés, ont constitué dans les syndicats une majorité d'indécis. Malgré cela, la question de la diminution des heures de travail a accompli en quelques mois un grand progrès dans les esprits et toutes les nouvelles conventions proposées par les ouvriers réclament les neuf heures, les huit heures ayant été déclarées une folie!

Nous allons donc entrer dans une période d'agitation. Plusieurs projets de conventions ont déjà été remis aux syndicats patronaux, qui ne manqueront certes pas de leur faire un mauvais accueil. Ainsi, à Zurich, dans l'entrevue qui a eu lieu, dimanche dernier, entre délégués ouvriers et entrepreneurs, ceux-ci ont déjà déclaré qu'ils n'accepteraient pas la journée de neuf heures, comme tout le reste du tarif, avant qu'il ne devînt général pour la Suisse entière. Ainsi, voilà que les patrons eux-mêmes nous forcent à généraliser nos mouvements et nos revendications. Ils se sont déclarés pourtant prêts, non sans beaucoup de restrictions, à accorder une augmentation du dix pour cent sur les prix actuellement en vigueur. Une active campagne pour les huit heures aurait probablement servi à les faire obtenir par une minorité, tandis que la grande masse aurait bénéficié de celle de neuf heures; mais il paraît que plus on se montre timoré, plus on a de chance de réussir. Le socialisme « scientifique » aura aussi eu le mérite de découvrir celle-là.

Mais l'heure n'est pas aux récriminations. Même réduits comme ils l'ont été, nous devons participer avec toute notre énergie aux mouvements de grève qui vont se produire. Trop de mauvais bergers ont découragé la masse, en l'avertissant qu'elle demandait trop ; ne la décourageons pas à notre tour sous prétexte qu'elle ne demande pas assez. Au fond, dans les grèves, ce qu'il y a de plus pratique comme résultat, c'est la grève elle-même, l'habitude donnée au prolétariat de refuser le travail pour un certain temps et d'en discuter incessamment les conditions.

Nous ne pouvons mieux favoriser l'esprit révolutionnaire qu'en mettant continuellement en demeure nos maîtres de réaliser tous les bénéfices dont ils prétendent que leurs institutions sont susceptibles. Plus les réformes apparaîtront difficiles, plus la bourgeoisie s'y opposera et plus notre propagande sera favorisée. L'impossibilité ou la trop grande difficulté de réalisation du réformisme est la meilleure justification d'une action révolutionnaire. Si, vraiment, les plus petites concessions se heurtent aux plus graves obsacles, de sorte que la semaine légale de 65 heures n'a pu être réduite, après une trentaine d'années, à 64 heures, sans provoquer la résistance du patronat, il y a de la part de celui-ci mauvais vouloir ou impossibilité absolue d'améliorer notre sort. Dès lors, c'est au système même qu'il faut s'en prendre. La détention des moyens de production par une minorfté de privilégiés apparaît comme absolument incompatible avec le bien-être général, et l'expropriation des classes possédantes s'impose comme une première et urgente nécessité.

Voilà la leçon socialiste qu'il faudrait toujours savoir tirer, aussi bien de nos victoires apparentes que de nos échecs ; mais, malheument, les prêcheurs de calme insisteront sur les quelques sacrifices que le nouvel effort aura coûté aux travailleurs pour leur conseiller d'être bien sages à l'avenir. N'est-ce pas un journal bourgeois qui disait encore dernièrement, que les révolutionnaires ont toujours promis du pain et fait obtenir du plomb au peuple ? Nos légalitaires en sont déjà à répéter, à une petite nuance près, le même argument, mais nous ne cesserons jamais de faire appel aux énergies populaires et de les intensifier par l'action même.

Soyons dont tous à notre poste dans les mouvements qui vont commencer, et bravant les haines de patrons et gouvernants, donnons à l'idée de lutte de classe une application toujours plus précise et décisive. L. B.

Le Congrès d'Olten

En attendant de pouvoir parler avec plus amples détails de la comédie qui s'est jouée à Olten les 11 et 12 février, nous en publions dès maintenant les résultats. Ils sont ceux que nous attendions de ce congrès, ni plus ni moins. Les disciplinés, obéissant au doigt et à l'œil des chefs, qui sont en même temps de parfaits bureaucrates, ont eu raison de l'insistance de quelques membres de la Ligue antimilitariste.

Les séances des congrès socialistes ne prouvent rien, mais ce qui est quelque chose et qui démontre l'astuce de l'état-major, c'est la correspondance échangée entre les hauts légumes de chaque groupe. C'est le plus pur occultisme qui prépare les escarmouches, les surprises et les résolutions de ces réunions peu édifiantes en fait de mentalité socialiste. Le président de séance est choisi d'avance parmi ceux dont l'esprit autoritaire ne faillira pas à la besogne d'étouffement qu'on attend de son zèle. Mais tout cela est chose connue à l'avance, prévue par tous. C'est, du reste, de la simple et vulgaire politique. Bien naïfs sont ceux qui vont quand même troubler l'eau des petits bourgeois et des ronds-de-cuir qui représentent l'état-major socialiste en Suisse.

Le congrès d'Olten n'aura donc pas failli à la tradition social-démocratique. Du reste, les journaux du parti avaient préparé leurs lecteurs imposés par tout un massage socialo-patriotique. Jamais radicaux ou conservateurs encroûtés n'avaient encore étalé pareilles inepties pour combattre l'antimilitarisme logique, ne transigeant pas au gré des vœux bourgeois. Ce fut dans les feuilles que ne désavoueraient pas les cocardiers de France, des litanies à n'en plus finir sur nos belles institutions qu'il faut défendre contre l'envahisseur étranger. Le référendum, l'initiative, tous ces droits dont le peuple ne peut faire usage qu'à de rares occasions et avec une mise en train considérable, sans résultat au surplus, car, dans le heurt des intérêts, c'est l'argent qui triomphe toujours, ont été l'objet d'une sotte vénération. Aimez donc vos bourgeois, socialistes de Suisse, puisque ce sont eux qui vous ont donné d'aussi beaux jouets pour votre amusement enfantin !

Le mot d'ordre : « Soyons bien sages ! » a donc été suivi partout à la lettre et les résolutions prises ont été conformes à peu de chose près au désir du « vénérable » Greulich, qui pourra dès lors se faire taper familièrement sur le ventre par tous les matamores de la politique zuricoise et fédérale. Le vieux fonctionnaire triomphe, en définitive, sur toute la ligne et ceux qui guettent sa succession n'ont pas, soyez-en sûrs, fait opposition à sa tactique d'effacement.

La bourgeoisie suisse ne manquera pas de tenir compte de la somme de veulerie et de platitude que les fonctionnaires socialistes, secrétaires ouvriers payés par la Confédération ou par les ouvriers fédérés, et ceux qui aspirent à le devenir, ont étalée pendant ces deux jours. Devant une telle explosion de sottises socialo-patriotiques, le cœur même du colonel Secrétan doit se fondre dans un désir d'embrassement général. Où le socialisme suisse va-t-il rouler encore ?

Voici, d'après le « Peuple », les résolutions adoptées :

I.

Le Parti socialiste suisse, d'accord avec les Partis socialistes de tous les pays, demande la suppression de tous les cas de guerre et de tous les moyens de guerre entre peuples civilisés.

Il préconise la solution des conflits internationaux par l'arbitrage.

Adoptée à l'unanimité.

C'est la proposition du Comité central ; elle brille par le vague que savent donner aux formules les gens qui ne tendent qu'à rester dans le statu quo. La Ligue de la Paix aurait trouvé mieux et l'aurait exprimé, en tous cas, en une langue moins contradictoire.

II.

Tant que ce résultat n'aura pas été atteint entre les peuples de l'Europe centrale, le Parti admet une milice dont la mission exclusive doit être la défense du pays contre toute attaque du dehors.

Adoptée par 204 voix contre 35.

Proposition du Comité central adoptée sans changement. C'est le : « Si tu veux la paix, prépare-toi à la guerre ! » « Les partis socialistes de tous les pays » sont-ils d'accord sur cette formule nationaliste ? Le Congrès ne s'en préoccupe plus. Le peuple est donc appelé à défendre sa misère contre les envahisseurs. Elle n'a, du reste, aucun sens historique. Il a fallu l'envahissement du territoire des cantons par les troupes de la Révolution française pour briser la féodalité aristocratique et appeler le peuple à quelque initiative. L'étranger rendait alors au peuple suisse le plus signalé des services.

III.

Le Parti socialiste proteste contre l'emploi du soldat-citoyen dans les grèves.

Des abus de ce genre ayant été effectivement commis ces dernières années (?) le Parti exige des garanties contre leur renouvellement.

Il fera une opposition irréductible au projet de réorganisation militaire si celui-ci ne contient pas des garanties précises à cet égard.

Tant que ces garanties ne seront pas accordées, il conseille aux soldats le refus d'obéissance chaque fois qu'il leur sera commandé d'attaquer des ouvriers faisant grève, chaque fois qu'il leur sera ordonné de tourner les armes contre eux. Dans des cas semblables et pour autant que cela lui sera possible, le Parti socialiste prendra à sa charge les conséquences financières, pour l'individu ou pour sa famille, du refus de service. Dans ce but, il s'abouchera avec les organisations professionnelles.

Le parti estime, d'ailleurs, que la meilleure garantie contre l'emploi des troupes consiste dans la propagande politique et syndicale et dans l'usage du bulletin de vote pour accroître l'influence socialiste dans la commune et dans l'Etat.

Il sera créé, par une cotisation spéciale, un fonds de résistance destiné à soutenir les soldats qui auront refusé de marcher en cas de grève.

Les alinéas 1, 2, 3 et 5 sont adoptés à l'unanimité.
L'alinéa 4 par 148 oui contre 58 non.
L'alinéa 6 par 86 oui contre 47 non.

Les alinéas 4 et 6 sont nouveaux. La décision prise permettra de créer un fond des réfractaires avec les 4000 francs disparus depuis 1902.

IV.

Le Parti socialiste préconise une organisation militaire basée sur le service obligatoire pour tous, cadrant avec les institutions démocratiques et compatibles avec le principe constitutionnel de l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

Il demande une diminution des dépenses militaires et combat toutes les dépenses qui ne sont pas absolument nécessaires à la défense du pays.

Adopté à l'unanimité et sans discussion.

C'est la plus complète des confusions. On se demande ce que sont devenues les 35 voix qui combattaient la proposition d'une milice nationale (No 2) ?

On sent que, de part et d'autre, du côté de la majorité comme de celui de la minorité, l'on a voulu se faire, au dernier moment, de mutuelles concessions en tenant compte de l'état d'esprit des masses électorales. A vouloir tout concilier, l'on arrive à neutraliser toute action.

Suivre le peuple dans ses habitudes et ses préjugés n'est pas un moyen d'avancer.

Le piétinement sur place continue et les bourgeois se frottent les mains en présence d'une telle faiblesse de ceux qui ont la prétention de représenter le socialisme suisse.

LES GRÈVES

Elles éclatent comme une nécessité. Les journaux de partout sont remplis de la lutte des travailleurs contre le capitalisme. Ici, c'est pour résister à un nouvel empiètement patronal ; ailleurs, c'est l'instinctif besoin de solidarité ouvrière qui pousse les travailleurs à l'action collective. Grève à Lausanne, grève à Olten, grève à Zurich, grève à Genève.

Les lois de soi-disant protection ouvrière sont elle-mêmes des causes de conflits. Ainsi, de ce fait la place de Genève est mise à l'interdit pour toutes les branches de la métallurgie. La grève a été déclarée à l'usine Mégevet, les ouvriers voulant le paiement intégral de la journée du samedi et le patron s'y refusant. Ce dernier patron vient de se faire l'initiateur d'un syndicat patronal dans le but de s'opposer aux revendications ouvrières.

Les ouvriers de cette maison ont essayé la grève passive avec un ensemble qui a dû donner à réfléchir au personnel dirigeant de cette usine. Rentrés dans les ateliers les ouvriers sont restés inactifs devant le travail et l'outillage. Cette résistance passive a déterminé la fermeture des ateliers de Genève. Aussitôt avertis, les métallurgistes des usines de Bellegarde, appartenant à la même maison, se mettaient en grève pour ne pas nuire à leurs camarades de Genève.

Cet exemple de cohésion et de solidarité est des plus significatifs et fait honneur aux travailleurs qui participent à ce mouvement. La division que le patron Mégevet avait essayé de créer dans le passé parmi les ouvriers ne s'est pas produite cette fois et c'est heureux à tous les points de vue.

Le Nouveau Jeu

Le « Journal de Genève » donne un compte rendu très écourté d'une conférence faite au Cercle de l'Espérance (cléricale) sur la guerre de Mandchourie. Mais si écourté qu'il soit, il suffit pour juger l'homme et les spiritualistes qui partagent son aberration.

Ce serait vraiment perdre l'occasion de faire une excellente propagande antimilitariste que de ne pas publier de cette conférence ce que nous en savons. Nous souhaitons même que l'auteur, le colonel Repond, une brute de haut grade, comme vous voyez, la publie en brochure, dont nous ne manquerons pas de recommander la lecture à tous ceux qui veulent connaître un cas curieux mais non point rare d'aberration militariste.

Spiritualisme clérical et spiritualisme protestant se trouvent confondus dans une même pensée souveraine de sacrifice fait... par les

autres pour conserver aux jouisseurs, dont ils sont, la patrie, le couvert, le gîte et le reste. Les éloges du «Journal» dénotent une communion étroite de pensée. Ce n'est pas la première fois du reste que l'organe conservateur exprime pour son compte des idées analogues à celles de la brute galonnée Repond. Il y a là affinité complète de sentiments. Voici l'article :

Après avoir parlé avec beaucoup de compétence des enseignements techniques qui résultent de cette campagne, M. Repond s'est demandé, en terminant, si, en cas de guerre, la Suisse saurait sauver l'honneur de ses armes avec autant de constance que les Russes et les Japonais. Saurions-nous mourir comme ils sont morts

Et, partant de cette question, le conférencier a montré que c'est là le grand enseignement de la guerre : savoir mourir pour son pays. A notre époque où la peur de la mort fait école et où l'on prêche le refus du devoir militaire, il est bon de se souvenir que c'est souvent la peur de la mort qui inspire le pacifisme systématique. Le peuple, comme les rois, a ses courtisans qui veulent l'aider à secouer tous les devoirs qui lui pèsent. Il y a là une conception toute matérielle de la vie.

Mais, comme Saturne, ce pacifisme dévore ses propres enfants. Les peuples qui savent vivre et qui en sont dignes sont ceux qui savent mourir. La valeur militaire dépend d'un ensemble de qualités qui dénotent une élévation d'âme que ne possèdent pas les peuples en voie de décadence ou qui sont enlisés dans les jouissances matérielles. La marche à la mort de milliers de soldats en Mandchourie prouve qu'ils mettaient quelque chose au-dessus de la terre.

La vie n'est pas le but unique et suprême. Elle ne mérite d'être vécue que jusqu'au moment où il convient de la sacrifier à quelque chose qui vaut mieux qu'elle. Les multitudes qui ont péri ont attesté leur fidélité au devoir, leur amour de la patrie. Elles dorment là-bas de leur dernier sommeil. Mais leur témoignage survit. Et de leur mort même se dégage une leçon de spiritualisme.

Cette belle péroraison de M. le colonel Repond a produit une profonde impression sur tous les assistants.

Le nouveau jeu auquel s'adonne le Ramollot en question, après tant d'autres, consiste à prôner la beauté du sacrifice pour la patrie, pour la gloire, pour l'honneur, à ceux précisément dont la vie toute entière est un sacrifice continu, du berceau à la tombe. Leur vie étant un renoncement à la joie, à la santé, à l'amour de leur progéniture par suite des conditions mauvaises dans lesquelles elle se développe, il est bon encore, aux yeux de nos spiritualistes, que leur mort soit un sacrifice en l'honneur des barrières factices opposées au développement normal de leur existence. Il est bon que celui qui a souffert sa vie durant pour fournir aux autres toutes les satisfactions, toutes les jouissances dont ils épuisent la coupe, meure dans une apothéose de gloire malsaine, comme toute gloire. Que les travailleurs volés, spoliés et tenus en échec dans leurs revendications de mieux-être par toutes les institutions d'une classe qui vit de leur sacrifice, y réfléchissent et qu'ils se demandent s'il n'est pas temps d'opposer une digue à la folie et au cynisme volontaires de ces tartuffes porteurs de sabres, de croix et de goupillons.

Quel autel magnifique que celui qui fut dressé au spiritualisme sur les champs de bataille de Mandchourie. L'encens de la charogne humaine putréfiée monte aux narines de ces délicats. La folie de massacre déchaînée dans ses plaines envahies est un hymne en l'honneur de cette divinité qui dévore ses enfants : la Patrie. Mais c'est un mensonge, un vulgaire mensonge derrière lequel s'abrite le triste produit de l'Eglise et de la Caserne qu'est le conférencier.

Il a fallu en Russie fusiller en masse dans les casernes les soldats qui se refusaient à marcher. Joli sacrifice et combien librement consenti celui qui est imposé par un code barbare qui répond à tout par la mort.

La jeunesse est trop joyeuse de se dépenser pour craindre la mort et se refuser à entrer dans le rang de la soldatesque sous cette unique appréhension. Ce qu'elle devrait craindre et ce qu'elle craindra au jour prochain, c'est d'être pourrie intellectuellement et physiquement au contact des brutes de hauts grades et sous la suggestion de leur pensée intéressée... jusqu'au acrifice d'autrui.

Voilà le nouveau jeu. C'est de montrer aux prolétaires que les joies de la vie ne sont rien, que la mort est tout ; qu'on doit s'y préparer dans l'oubli des biens de ce monde, hors de leur portée. C'est une façon nouvelle de nous montrer le ciel, mais, le peuple n'y croyant plus, l'idée de patrie essaye de remplacer la céleste mystification.

Oui, il faut savoir mourir, mais non pour des abstractions. Il faut savoir faire le sacrifice de sa vie pour une cause librement acceptée, que vous avez identifiée avec vos joies et vos peines. Ce n'est plus un sacrifice, c'est le dénouement naturel d'une conviction sincère qui vous oblige à diriger vos actes vers un but poursuivi sans relâche dès qu'elle vous a subjugué. Mais quelle distance entre cette conclusion logique de l'existence et cette marche à la mort d'hommes sans convictions, chassés par le bâton du maître comme un troupeau ; engrais humain sacrifié pour les intérêts d'une caste de gouvernants ou pour la satisfaction mercantile des gens de finance ou de négoce.

Demain, l'homme au grand sabre, armé d'une paire de ciseaux, détachera prosaïquement des coupons de rente que lui ont suées ceux qu'il appelle au sacrifice suprême.

Mais n'est-ce pas là, encore, une leçon de spiritualisme ? On pourrait le croire à la façon dont cet homme et ceux qui l'applaudissent l'accommodent à toutes sauces. G. H.

Apologie de Délit

En France, l'inventaire des biens dans les églises a donné lieu à quelques essais de résistance de la part des cléricaux ; rien de bien sérieux dans la plupart des cas. Mais il n'en est pas moins bon de remarquer que ceux qui prêchent le plus la nécessité des lois et de la force publique sont les premiers à ne pas s'y soumettre, soit par la révolte ouverte, soit au moyen de ruses et de tromperies, dès qu'ils sont lésés dans leurs propres intérêts. Et les mêmes journaux qui, à la moindre échauffourée d'ouvriers, invoquent toutes les rigueurs d'une prompte répression, cherchent à excuser les « fauteurs de désordres » d'aujourd'hui ou, en tout cas, ils demandent de rechercher l'apaisement...

Toutes les législations d'Europe, et celles de la Suisse comprises, frappent non seulement l'excitation à la révolte, mais aussi l'apologie des actes de révolte. Devant nos Chambres fédérales, se trouve actuellement un projet de loi dirigé exclusivement contre nous, anarchistes, et contre notre presse qui n'hésite pas à approuver sans réserves les justes révoltes des exploités contre les exploiteurs, des opprimés contre les oppresseurs. Vienne un conflit quelconque entre grévistes et la troupe, entre manifestants et gendarmes, si nous approuvons la résistance populaire, la loi devra nous frapper. Or, voici ce que l' « Osservatore cattolico », un journal clérical milanais, publie, à propos des manifestations et des désordres de ses coreligionnaires en France :

Allons donc ! ayons une bonne foi le courage de ne pas nous épuiser éternellement dans la politique de la savante lâcheté : disons-la enfin cette parole bénie et simple qui légitime la violence, qui reconnaît le droit sacro-saint des vaincus, des ilotes, des bannis de la société, à la rébellion, à la résistance à outrance, aux suprêmes et extrêmes remèdes.

Toute la philosophie politique la plus orthodoxe, de saint Thomas d'Aquin à Suarez, a reconnu le droit à l'insurrection violente contre le tyran auteur de méfaits envers le peuple qu'il a assujetti.

Appelez-moi donc violent ; mais laissez-moi applaudir au soufffet vengeur, au geste qui cloue un homme au pilori, à l'emploi de la force contre la force.

Car je dirai enfin la grande parole qui soulèvera le scandale chez les pusillanimes et provoquera les foudres de la rhétorique sectaire ; il arrive des tristes moments dans lesquels la guerre civile devient une douloureuse mais inévitable nécessité.

Cet hymne à la violence tomberait-il sous le coup de l'article 52 bis, que nos législateurs vont approuver sous peu ? Certainement non, car il ne s'agit pas d'apologie de délits anarchistes... Mais si nous reproduisions les mêmes paroles pour appeler la vengeance sur les assassins de Cluses ou sur n'importe quels autres massacreurs du peuple, alors son application ne ferait pas de doute. Et, à l'aube du vingtième siècle, nous voyons ainsi les législateurs consacrer des distinctions de partis dans leurs nouvelles lois et frapper tel acte ou tel écrit non en lui-même mais pour les idées professées par l'auteur de cet écrit. Et dire que ce que l'on nous reproche surtout, c'est de ne plus vouloir de législation !

Les Enseignements de la Révolution russe

Ils sont résumés ainsi par le "Nasch Golos", l'organe des deux grandes fractions du parti socialiste russe, selon la traduction qu'en donne l' " Arbeiter Zeitung ", du 5 janvier dernier :

« Les événements de Moscou ont donné une réponse décisive, catégorique et sûre à la question de savoir si un soulèvement armé était possible à notre époque.

« La presse bourgeoise même a dû le reconnaître.

« De sorte que dorénavant il devient inutile de parler de la possibilité d'une lutte ouverte contre les troupes munies de toutes les armes modernes les plus perfectionnées.

« Les faits sont là pour le prouver, une lutte a eu lieu longue et persévérante. Or, où existe la possibilité de lutter, existe la possibilité de vaincre. »

L'article continue ainsi, exaltant l'utilité des initiatives révolutionnaires :

« Sans la rapide victoire des journées d'octobre, nous n'aurions pas eu cette confiance en nos forces. Il n'a suffit pourtant que de l'initiative de quelques-uns pour susciter la puissance et la grandeur révolutionnaire de la masse.

« Sans les escarmouches isolées et locales qui eurent lieu après le 17 octobre, il ne se serait pas créé cette atmosphère belliqueuse dans laquelle seule se retrouvent les symptômes psychologiques de l'éducation des groupes actifs, combattants de l'insurrection de Moscou. Et sans cette longue année de guerre civile, on n'aurait pas eu cette armée désorganisée qui obligea l'amiral Dubassoff à avoir recours au dernier moyen, à l'artillerie.

« Car, il est de fait évident que, seul, le refus de l'infanterie à participer à la répression de l'insurrection et, seule, la peur des généraux de l'opposer au peuple contraignit les pacificateurs, le parti de l'ordre à recourir aux grenades et aux obus. La conséquence en fut cette destruction de maisons, et cette hécatombe monstrueuse de vies humaines qui révolta le peuple entier contre le gouvernement. La réaction triompha quand même hypocritement par la prétendue fidélité de l'armée à l'autocratie ! Cette fidélité consiste dans le fait que les neuf dixièmes des troupes dûrent être enfermées dans les casernes et surveillées. Pour l'autocratie, cela ne signifie pas moins que l'armée fut acquise à la révolution. »

L'article se termine en résumant ainsi les vertus pédagogiques de la révolution :

« La révolution croît en force, elle mobilise ses combattants, les remplit d'audace et d'initiative ; la masse des petits bourgeois s'unit à la révolution ; la trahison et la pusillanimité des partis libéraux ne peuvent empêcher cette mobilisation. Le gouvernement n'est pas en mesure de faire emploi de toutes ses forces de combat ; il est contraint à transformer chaque soulèvement en un nouvel appoint à la révolution. L'armée, dans sa grande majorité, n'est plus disposée à se ruer sur le peuple, tels sont les résultats de la lutte de décembre. »

Les résultats des grandioses et magnifiques expériences russes peuvent donc se résumer ainsi :

1. La guerre dans la rue est toujours possible. La technique moderne des armes n'a en rien diminué les chances de succès de l'insurrection armée.

2. L'initiative révolutionnaire, virilement armée et conduite pénètre immédiatement la masse et la pousse à l'action.

La " Nasch Golos ,, cite ce fait: « Des dizaines de milliers de personnes prirent part à la construction et à la défense des barricades. C'était pour la plupart des gens n'appartenant à aucun parti et qui vraisemblablement participaient pour la première fois à une lutte dans la rue ».

3. La persévérance dans la lutte décourage et désorganise l'élément militaire de la répression, jette le doute dans l'esprit de l'armée et provoque l'union d'une partie de cette dernière avec les insurgés.

4. La violence de la répression se transforme en nouveau levier de la révolution par la haine qu'elle ne manque pas de soulever dans l'âme des innocentes victimes et des témoins des cruautés de la répression.

Donc, le point d'appui de chaque effort révolutionnaire doit résider dans la persévérance et la constance des combattants. Tant plus ceux-ci sont en mesure de soutenir et de continuer la lutte matérielle, tant plus il est possible, indépendamment des succès matériels immédiats de la lutte, que la révolution générale, considérée à part l'insurrection spontanée, réussisse et triomphe.

5. La révolution est un merveilleux instrument d'accélération de progrès historique et d'éducation de la masse. Cent années de propagande et d'action parlementaire ne réussissent pas à réaliser ce qu'a pu faire une année de révolution.

L'expérience de la Russie est décisive.

Nous l'enregistrons pour jeter à la face des conservateurs du réformisme une réfutation objective à l'absurdité de leurs sophismes policiers.

★

Cet article auquel nous souscrivons entièrement est pris dans l'*Avanguardia socialista* de Milan. Ce journal n'en continue pas moins à exalter le suffrage universel, tout en calomniant les anarchistes qui n'ont jamais cessé de répéter ce que quelques socialistes se plaisent à constater seulement aujourd'hui.

A travail égal, salaire égal

Dans une de ses dernières chroniques du jeudi, Philinte, dans la « Suisse », se fait le défenseur de cette formule.

Il est scandaleux, dit-il, que, sous prétexte qu'un labeur est accompli par une femme, la rétribution soit inférieure à ce qu'elle serait si le travail était accompli par un homme.

C'est très vrai. Mais toute la concurrence du commerce et de l'industrie est faite de ce scandale. Du jour où cette formule de justice transitoire serait appliquée dans toutes les formes du travail qui peut être indifféremment fait par des femmes ou par des hommes, l'on verrait peu à peu ceux-ci supplanter les premiers.

Le travail de la femme est prisé parce qu'il coûte moins cher. C'est un moyen de concurrence, un atout dans le jeu de l'employeur. A mesure que le prix de la main d'œuvre féminine augmente, la menace d'être remplacée par celle de l'homme ne tarde pas à se dresser devant les intéressées. Pourquoi les femmes ne s'organisent-elles pas en syndicats, en unions de métiers, en associations, ou du moins, puisque dans certaines branches de leur activité elles en ont reconnu l'urgence, pourquoi le mouvement ne se généralise-t-il pas ? Simplement parce que la femme sent peser sur elle la menace de la main d'œuvre masculine.

Déjà nous voyons dans certains métiers les femmes céder la place, surtout lorsque le travail est pénible et qu'il exige, pour la poche de l'employeur, une activité régulière sans à coup ni fléchissement. Ainsi pour le blanchissage du linge, métier réservé jadis exclusivement aux femmes, où les hommes ont fait leur apparition.

Mais, à dire vrai, l'homme ne se trouve pas mieux partagé. Non seulement les machines viennent diminuer le nombre de bras occupés dans telle ou telle branche de l'industrie et fournir de ce fait les éléments d'une lutte entre ouvriers dont bénéficie le capital employeur, mais encore celui-ci est juge du salaire à payer et il rend des jugements tout aussi absurdes et scandaleux que la différence de prix constatée entre le travail de la femme et celui de l'homme.

Le jeune homme, célibataire, pouvant avoir lui aussi des charges de famille, sera moins payé que l'homme marié, bien que son travail soit égal en tous points à celui de son camarade. Le capitalisme a sa justice qu'il distribue au gré de ses intérêts. Il se fait le juge des besoins des individus et donne souvent pratiquement raison à la loi d'airain de Lassalle, appliquée aux salaires proportionnés aux besoins strictement nécessaires à l'existence.

Dans la grande industrie, où la vie de chacune des unités qui composent le personnel d'une usine ou d'une manufacture ne peut être connue dans ses détails, les salaires sont gradués suivant une échelle d'âge montant et descendant avec les forces de l'individu, calculées sur une moyenne. Il n'y est pas question de salaire égal à travail égal.

C'est bien, quoiqu'en aient dit les critiques de la loi lassallienne, la somme personnelle des besoins dont la satisfaction ne peut être différée qui sert le plus souvent de base à l'établissement des salaires, dans l'industrie surtout. La preuve en est dans les variations des salaires d'une ville à l'autre suivant le chiffre de leur population et leur superficie. Cet état de choses a créé des habitudes. L'esprit public s'est conformé à cette différenciation des besoins des hommes et des femmes. Un salaire féminin de trois francs par jour est considéré comme un gain très élevé alors que celui de l'homme, taxé à ce chiffre, paraît dérisoire.

Les efforts des féministes, auxquels Philinte fait appel, « pour effacer cette iniquité » demeureront vains, hélas ! en admettant qu'ils en tentent l'expérience. Mais, mis en face d'une impossibilité découlant du système capitaliste même, auront-ils le courage de poser la question sur son véritable terrain qui est, lorsqu'on ne veut pas se leurrer de vaines formules, le renoncement à l'exploitation humaine et la suppression du salariat ? Nous en doutons

Les organisations ouvrières elles-mêmes, celles qui ont à s'occuper de la question féminine, ont inscrit dans leur programme la formule qui fait si bon effet. Mais je ne puis, si bonne volonté que j'y mette, me retenir de trouver hypocrite la concession qu'elles semblent faire à la main-d'œuvre féminine, car dans la pensée de ceux qui en posent ainsi le problème, non sans une certaine ostentation, il y a l'arrière-pensée de bénéficier de son application si peu décisive soit-elle.

Et l'idée que des travailleurs peuvent s'inspirer d'une pensée intéressée vis-à-vis des camarades du sexe féminin est angoissante, car ainsi se déplace l'axe de la lutte de classe Au lieu de voir l'ennemi commun dans le patronat contre lequel tous les efforts des travailleurs des deux sexes devraient être dirigés, les ouvriers, à leur dam et à la plus grande joie de leurs adversaires, se combattent et s'affaiblissent en employant des moyens peu dignes pour atteindre à un but déguisé de suprématie de la main-d'œuvre masculine.

Si le système d'exploitation du travail humain demeure ce qu'il est actuellement, un moyen de concurrence dans la lutte industrielle et commerciale, la formule « à travail égal, salaire égal » demeurera vaine. Elle a beau contenir un principe de justice et vouloir s'adapter timidement à ce qui est en l'améliorant, elle ne peut y arriver, car ce qui est n'est pas en quête d'améliorations égalitaires, mais de « profit » seulement.

Or donc, cela constaté, il serait puéril de s'enfermer dans une formule dont on reconnaît l'impuissance.

Le droit féodal n'a pas été renversé par des formules d'adaptation à ce qui était, mais par toute une série de mouvements de protestations, d'émeutes, de conflits antérieurs à la révolution qu'ils avaient ainsi préparée et annoncée. Il en sera de même pour le droit nouveau, pour le droit de chacun à l'outillage et aux moyens de production existants.

Est-ce à dire que le droit au produit intégral du travail, sans intermédiaires d'aucune sorte, ni capitalisme privé ni bureaucratie d'Etat, soit d'une facile réalisation ? Loin de là ; chaque jour semble vouloir nous en démontrer la difficulté, mais au moins c'est une formule de progrès, n'écartant pas les obstacles en les niant.

De plus en plus il nous paraît que les améliorations dites « possibles » ne peuvent même se réaliser, car le système capitaliste se tend dans un besoin de privilège absolu. Les conflits surgissent, les émeutes éclatent : nous sommes à la veille de la révolution.

L'heure n'est plus aux formules d'adaptation. G. H.

Notre situation financière n'a jamais été si difficile, car en plus du déficit du journal, nous avons une dette de 500 francs pour livres et brochures et, d'autre part, le stock de nos éditions s'épuise tous les jours.

Notre précédent appel n'a pas donné de résultats ; seuls quelques camarades ont répondu, mais leur aide est insuffisante et ils ne pourront pas la continuer d'une façon régulière.

Nous avons donc pris la décision **chaque fois que le lundi nous n'aurons pas encore réuni la somme nécessaire pour payer le numéro de la semaine précédente, de renvoyer de huit jours la parution du nouveau numéro,** *car non seulement il nous est impossible d'augmenter le déficit du journal, mais nous aurons bientôt à verser de forts acomptes sur la dette pour livres et brochures.*